Burundi : "vague d'arrestations" dans la région de Bujumbura, selon l'opposition

@rib News, 23/01/2020 - Source AFP Le Conseil national pour la Liberté (CNL), principal parti d'opposition au Burundi a annoncé samedi une vague d'arrestations de ses responsables locaux dans la province de Bujumbura depuis jeudi. Après un simulacre d'attaque (à l'!) mercredi, il y a eu une vague d'arrestations de responsables locaux du CNL, a déclaré un porte-parole du parti, Thérèse Manirambona, à l'AFP.

Il a affirmé que 23 personnes avaient été arrêtées par la police et des Imbonerakure (jeunesse du parti au pouvoir) et sont détenus dans des cachots de la police. Ces interpellations ont été confirmées à l'AFP par un responsable policier qui a parlé d'arrestations pour raison d'enquête. Selon le CNL, des responsables du parti ont subi des mauvais traitements et malheureusement un d'eux, Félix Ndikuriyo (à l'!), a été battu à mort jeudi. Une personne est emprisonnée pour des raisons politiques, ils ont été arrêtés pour avoir violé la loi, a affirmé un responsable gouvernemental local, Léonidas Ntirandekura. Selon lui, M. Ndikuriyo est mort de maladie. Le porte-parole du CNL a annoncé une entreprise de harcèlement orchestrée par le pouvoir à l'approche des élections 2020. « Aujourd'hui, nous comptons au moins 6 militants assassinés, d'autres ont été portés disparus ou torturés, plus de 200 croupissent en prison et plus de 100 permanences détruites ou dégradées », a-t-il affirmé. Des chiffres confirmés par la société civile et les médias. Le président du CNL, Agathon Rwasa, est considéré comme le principal candidat du parti Cnnd-FDD au pouvoir, le général Evariste Ndayishimiye, la présidentielle du 20 mai. L'actuel président, Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, avait surpris en annonçant en juin 2018 qu'il ne se présenterait pas à sa succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution modifiée par référendum le lui permettait. L'annonce en avril 2015 de sa candidature à un troisième mandat avait plongé le Burundi dans un cycle de violences et de violations massives des droits humains qui ont fait 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes, selon les estimations de la Cour pénale internationale qui a ouvert une enquête.